

Discours

Conseil national de l'UMP le 6 mars 2005

Conseil national du 6 mars 2005

A SIECLE NOUVEAU, EUROPE NOUVELLE !

Entre mai 1951, quand Robert Schuman a risqué la première pierre de la construction européenne, et mai 2005, quand tous les Français seront appelés à en poser le toit, nous avons changé de siècle, nous avons changé de monde. Nous devons donc changer d'Europe. Nous avons connu deux révolutions.

A l'intérieur, en Europe, la révolution de la paix. Car nous voilà passés d'un coup de deux mille ans de guerre quasi-permanente à l'état de paix perpétuelle. Si bien que l'Europe unie, nous en avons d'abord besoin aujourd'hui pour gérer les conséquences inattendues de la révolution de la paix.

Au Pays basque, à Biriadou, quand passaient 50 véhicules par heure, on contrôlait les 50 véhicules. Quand il y en a eu 500, on en a contrôlé un sur dix. Quand il y en a eu 5000, on a dû renoncer à tout contrôle. Mais si l'on ne contrôle plus au sein de l'espace commun, il faut, non seulement, renforcer les contrôles aux frontières extérieures, à Tarifa, à Lampedusa, à Francfort-sur-Oder, mais il faut aussi avoir des règles de vie communes, des lois communes, sur le commerce, l'économie, la monnaie, le travail, l'immigration, puisque tout, tous et toutes circulent dans cet espace de vie commun d'un demi-million d'hommes.

A l'extérieur, autour de nous, partout, c'est la révolution du nombre. 2,5 Milliards d'hommes en 1951, 6,5 milliards aujourd'hui, 10 milliards en 2050.

Cette explosion de vie s'accompagne d'une explosion des sciences, des techniques, des communications, des informations, des images, des échanges dans un monde devenu Un.

A l'évidence, seule l'Europe unie nous donnera la masse critique pour agir sur les phénomènes liés à la mondialisation. **Ce siècle nouveau, cet âge nouveau exigent une Europe nouvelle.**

LA CONSTITUTION REpond AUX BESOINS DE CETTE NOUVELLE EUROPE

Elle propose une construction politique originale. Une communauté de nations libres.

Il y a treize ans encore, au moment de Maastricht, un tel ensemble paraissait proprement inimaginable, aux fédéralistes comme aux souverainistes : entre une association d'Etats et un Etat fédéral, on ne concevait rien d'autre. De même, sur le plan local, on ne connaissait que la commune et le département. Puis sont apparues les régions, et les communautés d'agglomération.

La ville de Paris perd-elle son identité, son prestige, son attrait parce que ses transports urbains sont traités aujourd'hui dans un cadre géographique plus large, devenu l'espace de vie de ses habitants : la région Ile de France, dotée de ses propres élus politiques ?

Bordeaux perd-elle son appellation mondiale et son statut de capitale régionale parce que les ponts sur la Garonne y seront désormais construits par la Communauté urbaine ?

Si Airbus n'a pu voir le jour que grâce à la coopération européenne, quel pays en retire le plus d'emplois pour ses ouvriers, de prestige pour ses ingénieurs, de recettes pour son commerce extérieur, de rayonnement pour son peuple ?

Airbus affaiblit-il la France ou la renforce-t-il ?

C'est dans cet esprit que le projet de Constitution fonde une **communauté de nations souveraines.**

S'il y a une catégorie de Français qui ne doivent pas hésiter entre le traité actuel et la Constitution, ce sont ceux qui sont attachés à la souveraineté nationale. **Le traité de Nice contraint la souveraineté française, la Constitution la libère.**

Par deux articles: le premier et le dernier.

Le premier : l'Union est créée par les Etats. Nous avons fait inscrire dans la Constitution européenne la phrase qui définit l'Union européenne dans notre propre Constitution de la Vème République, et qui avait été voulue par notre ami Pierre Mazeaud, aujourd'hui Président du Conseil constitutionnel.

Le dernier article : désormais, un Etat membre pourra décider de se retirer de l'Union, à tout moment et sans conditions. Il peut reprendre son destin en main, et la totalité des pouvoirs qu'il avait confiés à l'Union avec ses partenaires.

CELA ACQUIS, LA CONSTITUTION REMET L'EUROPE SUR SES PIEDS
Elle répond à toutes les critiques qui sont faites, parfois à tort mais souvent à raison, contre l'Europe « de papa ».

C'était l'Europe des marchés. Ce sera l'Europe des valeurs, et des droits de l'homme : le modèle européen de civilisation. Le marché et la monnaie y deviennent, non plus des buts, mais des instruments au service de la croissance, du plein emploi et des objectifs politiques et sociaux.

Elle était bureaucratique, le pouvoir y appartiendra aux politiques. Mieux : aux citoyens eux-mêmes. Ce sont eux qui éliront les législateurs européens et le chef de l'exécutif européen. Ils disposeront même d'un droit de pétition collective, sur tous les sujets, un pouvoir inconnu à ce jour en France.

Elle était anonyme : « Bruxelles », disait-on. Elle aura un visage, des visages : ceux des élus que nous, nous tous choisirons.

Elle se mêlait de l'accessoire – les chasses traditionnelles -, elle se concentrera sur l'essentiel : la défense de notre sécurité, de nos emplois et de notre identité face à la mondialisation. Et les juges de touche, ceux qui vérifient que l'Europe ne se met pas « hors jeu », seront les plus fiables qui soient : nos députés et nos sénateurs nationaux.

Elle s'élargissait sans limites ; elle aura désormais des frontières, et c'est nous, nous tous, qui en déciderons. Avec la Constitution européenne, toute nouvelle adhésion sera soumise d'abord aux Parlements nationaux – un pouvoir qui est refusé à l'Assemblée Nationale. Et avec la réforme de la Constitution française, ce sont les Français eux-mêmes, par référendum, qui décideront, si nécessaire, sur la candidature de la Turquie.

Dans cette Europe, l'influence de la France se diluait : la France y pèsera d'un poids accru au Conseil, parmi les autres gouvernements, et du poids de tout son peuple au Parlement européen, devenu organe de décision.

Certains nous disent : « il faut dédramatiser le « non » ! » on peut attendre. Tout ça va trop vite! » Attendre quoi ? Attendre qui ?

Attendre que MM. Bové, Gremetz, de Villiers, et Le Pen, qui font campagne, parfois sur les mêmes tréteaux, se mettent d'accord sur une alternative commune ? Commune aux nostalgiques du communisme soviétique et à ceux du royalisme vendéen ? A ceux pour qui l'Europe est trop grande, et à ceux pour qui elle est trop petite ? A ceux qui veulent l'ouvrir à toutes les misères du monde, et à ceux qui veulent rétablir les frontières sur le Rhin et les Pyrénées ? On peut attendre longtemps.

Mais le reste du monde nous attend-il ? Est-ce qu'on nous attend à Washington, à Pékin, à Brasilia ? L'immigration clandestine n'attend pas. Les délocalisations n'attendent pas. Les terroristes n'attendent pas. Les pollutions planétaires n'attendent pas.

Entre le moment où la Convention européenne a été convoquée et le moment où la Constitution entrera en vigueur, dans le meilleur des cas, l'humanité se sera enrichie de l'équivalent de la population de l'Europe : plus de 400 millions d'hommes ! La vie n'attend pas.

En revanche, si la France sabote elle-même l'édifice, ne nous étonnons pas si tous les projets européens voulus par la France, portés par la France, sont soudain priés d'attendre. Car cela reviendrait à déchirer la Charte olympique, au moment où nous sommes candidats pour accueillir les Jeux. Alors, le financement de la politique agricole attendra. Le réseau des trente satellites de Galileo attendra, avec les 10 000 emplois qui y sont liés. Les réseaux de TGV européens se feront, mais curieusement ils commenceront par l'Est. Quant au projet de fusion nucléaire, Iter, à Cadarache, il n'aura plus à attendre – il se fera au Japon. **C'est maintenant que la France a besoin d'une Europe en ordre de marche.**

D'autant que cette Constitution est **le couronnement de la vision française de l'Europe puissance, de l'Europe européenne, contre la vision anglo-saxonne,** libre-échangiste d'un espace sans rivages et sans identité. Jacques Chirac l'a souligné sans être contredit, ni en France, ni à l'extérieur : « Cette Constitution a été voulue par la France, et elle a été très largement inspirée par elle ». Aucun autre pays n'a joué un rôle plus important dans sa conception et son élaboration. Aucune famille politique n'y a plus contribué que le Parti Populaire Européen, et notamment l'UMP.

Et ce faisant, nous honorons la mission historique que la République a

donnée à la France et qui figure, depuis deux siècles sur le fronton de toutes nos mairies.

En 1789 et au XIXe, la France a donné au monde le flambeau de la Liberté.

Au XXe, nous avons participé à la conquête de l'Égalité. Égalité entre les individus. Égalité entre les sexes. Égalité entre les peuples, avec la fin du colonialisme et des odieux préjugés racistes.

Avec l'Europe, la France propose à ses partenaires et au monde le premier modèle historique de Fraternité. Par définition, la fraternité ne s'invente pas tout seul, ni ne s'impose aux autres.

Cette Europe de la liberté, de l'égalité et de la fraternité mérite bien le « oui » de l'UMP et de toute la France !